

GECI INTERNATIONAL

Siège social : 37-39 rue Boissière – 75116 PARIS
Société anonyme au capital de 242 977,30 euros

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'EMISSION D'OBLIGATIONS REMBOURSABLES EN NUMERAIRE
ET/OU EN ACTIONS NOUVELLES (LES « ORNAN »)
AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION**
Assemblée générale mixte du 27 septembre 2023 (15^{ème} résolution)

RSM Paris
26 rue Cambacérès
75008 PARIS

AECD
19 avenue de Messine
75008 paris

GECI INTERNATIONAL

Siège social : 37 – 39 rue Boissière – 75116 PARIS
Société anonyme au capital de 242 977,30 euros

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EMISSION D'OBLIGATIONS REMBOURSABLES EN NUMERAIRE ET/OU EN ACTIONS NOUVELLES (LES « ORNAN ») AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

Assemblée générale mixte du 27 septembre 2023 (15^{ème} résolution)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration de la compétence de décider une émission, en une ou plusieurs fois, avec suppression du droit préférentiel de souscription d'obligations remboursables en numéraires et/ou en actions nouvelles (les « ORNAN »), directement ou sur exercice de bons d'émission attribuées gratuitement, réservée à :

- la société YA II PN, LTD., société immatriculée aux Îles Caïmans dont le siège social est situé à Maples Corporate Services, Ugland House, George Town, Grand Cayman et dont l'établissement principal est situé au 1012 Springfield Avenue Mountainside, NJ 07092, USA, représentée par sa société de gestion (*investment manager*) Yorkville Advisors Global, LP,

opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptible de résulter de cette émission s'élève à un montant nominal global de 10 000 000 d'euros (y compris en cas de mise en œuvre d'une autorisation de réduction de capital motivée par des pertes par voie de réduction de la valeur nominale des actions).

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de 18 mois, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, la compétence pour décider une émission et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Le rapport du Conseil d'administration appelle de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans ce rapport :

- le prix d'émission des ORNAN sera déterminé par rapport à leur valeur nominale, éventuellement diminuée d'une décote qui ne pourra excéder 5% ;
- le prix d'émission des actions ordinaires résultant de la conversion des ORNAN sera au moins égal au plus bas cours quotidien moyen pondéré par les volumes des dix (10) dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, diminué d'une décote de 15%.

Pour autant, le Conseil d'administration n'a pas justifié dans son rapport le choix des éléments de calcul du prix des titres de capital à émettre.

En conséquence, nous ne pourrions pas donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission et son montant.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

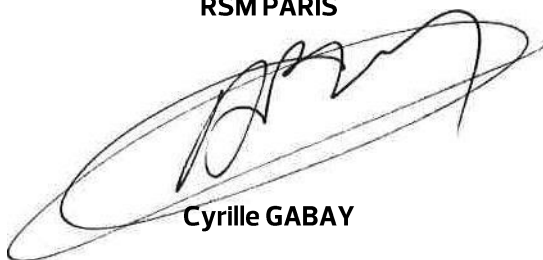
Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration.

Fait à Paris, le 11 septembre 2023

Les Commissaires aux Comptes

RSM PARIS

AECD

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned above the name Cyril GABAY.

Cyrille GABAY

François LAMY